

Boom minier reconfiguration de la mondialisation

La mise en parallèle de deux cas — l'un européen, l'autre latino-américain — d'exploitation de minerais engage à une réflexion sur le « boom minier » actuel. Celui-ci met au jour des aspects largement occultés par le fonctionnement quotidien du monde, avec son traintrain jalonné de catastrophes. Il invite à scruter la signification de cette « ruée vers l'or » dans la phase de mondialisation en cours, à penser plus avant la relation entre les piliers (économique, social, environnemental) du développement dit « durable », à combiner les enjeux des luttes sociales, entre Nord et Sud, au Nord et au Sud.

FRÉDÉRIC THOMAS

Les milliers de manifestants dans les rues de Roumanie au mois de septembre dernier ont donné à voir une réalité, qui demeure largement occultée au Nord, alors qu'elle se fait tous les jours plus évidente au Sud. Pourquoi, dans un pays appauvri, des gens s'opposent-ils à l'exploitation de l'or, censée offrir de l'emploi à la population et des recettes à l'État ? Cet apparent paradoxe jette une lumière crue sur le « boom minier » mondial que nous connaissons depuis une décennie.

LE BOOM MINIER

Par « boom minier », il faut entendre la montée en puissance fulgurante du secteur minier dans toutes ses dimensions, économique, politique et stratégique. Ainsi, l'exploration, l'exploitation et la commercialisation des ressources minières ont explosé. Entre 2000 et 2008, « les dépenses d'exploration à des fins commerciales à l'échelle mondiale ont plus que quintuplé » (*Vision africaine des mines*, 2009). Le budget mondial estimé pour la prospection de métaux non ferreux a augmenté en moyenne annuelle de près de 50 % entre 2009 et 2011 (Sibaud, 2012). De plus, la hausse des prix des minerais a été

constante ces dernières années. Enfin, tout aussi important, cette tendance semble devoir se prolonger, encourageant d'autant plus les investissements que la situation économique mondiale demeure très instable.

Pour comprendre les enjeux du boom minier, ainsi que les stratégies antagonistes qu'il entraîne, il convient d'abord d'en cerner les effets et les conséquences, les contours et la dynamique. L'augmentation spectaculaire de la demande de ressources minières s'explique en grande partie par la montée en puissance des pays émergents : l'Inde, le Brésil... et, bien sûr, la Chine. « Entre 2000 et 2007, la Chine a plus que doublé sa part de la demande mondiale d'aluminium, de cuivre et de zinc, triplé celle de plomb et quadruplé celle de nickel. Durant cette période, sa part des importations de minerai de fer a triplé, passant de 16 % environ à 48 %, ce qui représente 32 % de la demande mondiale totale d'acier brut » (*Vision africaine des mines*, 2009). Le géant asiatique a dès lors joué un rôle doublement moteur dans l'expansion des échanges commerciaux Sud-Sud — la Chine est devenue le deuxième partenaire commercial de l'Afrique et est en voie de le devenir pour l'Amérique latine —, et l'accroissement de la part des matières premières dans les exportations — en 2008, les exportations à destination de la Chine étaient composées à plus de 32 % de produits agricoles et à près de 60 % de combustibles et minerais pour l'Amérique latine ; à 70 % de pétrole et à 15 % de minerais pour l'Afrique (Celac, 2012 ; PNUD, 2013).

Mais le boom minier n'est pas que commercial et quantitatif. Il existe un double déséquilibre entre la production et la consommation des ressources minières. Rares sont en effet les pays autosuffisants. Or de manière générale, si l'exploitation se situe au Sud, la consommation se fait au Nord. Ainsi, l'Afrique ne consomme qu'un peu plus de 6 % de l'or qu'elle produit, et l'Amérique latine 13 % des métaux de base qu'elle extrait (USGS, 2008). D'où un chassé-croisé qui dessine des intérêts et des stratégies divergents, voire opposés, entre l'UE, par exemple, dont l'économie est très dépendante des minerais et qui cherche en conséquence à s'assurer un accès sécurisé et garanti aux ressources minières en dehors de ses frontières et l'Union africaine (UA). Celle-ci a élaboré, en 2009, un document stratégique, la *Vision africaine des mines à l'horizon 2050*, qui entend gagner une marge de manœuvre politique plus importante afin d'ancrer l'exploitation minière dans l'économie du continent et de la faire servir à l'industrialisation et au développement.

Ce déséquilibre est aggravé encore par la concentration des richesses au sein de quelques pays, l'existence d'oligopoles (Glenstrata, par exemple, né de la fusion en 2012 de Glencore et de Xstrata et qui représentait 200 milliards de dollars), la rareté de certains minerais et la dépendance envers eux. Enfin, le boom minier constitue pour beaucoup une opportunité pour le développement. Dès lors, les ressources minières sont au cœur des débats et stratégies d'États du Sud, d'institutions financières internationales, comme la Banque mondiale, et d'organes continentaux (UA, Cepal, UE...).

UN VOYAGE ALLER SANS RETOUR?

Jusqu'à ce jour, l'ensemble des pays du Sud, fussent-ils riches en ressources naturelles et en pleine croissance, n'ont pas — ou très peu et très mal — tiré profit du boom minier. Les richesses partent; la pauvreté reste. « Malédiction des ressources » ? Non. Les causes sont tant historiques que politiques. Encore convient-il de s'accorder sur celles-ci. Et sur les stratégies pour y faire face.

Selon l'UE, la responsabilité en incomberait principalement au Sud, doté d'États faibles ou corrompus, qui provoqueraient autant de distorsions d'un marché gagnant-gagnant. Pour nombre de gouvernements du Sud, il s'agit au contraire d'un héritage de la colonisation, qui les enferme dans une division internationale du travail où ils sont réduits au rôle de pourvoyeur de main-d'œuvre et de ressources en grandes quantités et à bas prix, en ne disposant pratiquement d'aucun contrôle et d'autonomie. Ainsi, leurs ressources minières, essentiellement destinées à l'exportation, sont exploitées sur place, mais transformées en produits manufacturés — et donc aussi en bénéfiques — ailleurs. Au Sud, loin de se traduire en richesses pour les populations, ces ressources se transforment plutôt en conflits, violations des droits humains, inégalités et destructions environnementales.

Si, en Belgique et en Occident en général, nous sommes encore — mais pour combien de temps? — largement prémunis contre l'impact de l'exploitation minière, c'est que son « cout » se paye essentiellement ailleurs et par d'autres que nous. D'une part, nous reportons sur les pays producteurs — en priorité sur les indigènes, les paysans et les femmes — les dégâts sociaux et environnementaux. D'autre part, nous faisons porter sur les États du Sud — « incapables » et « corrompus » — la responsabilité des promesses non tenues des industries minières. Enfin, en naturalisant notre mode de vie, en faisant de notre consommation une évidence, déconnectée de la production, nous nous immunisons contre toute remise en cause. Pourtant, comme le rappelait récemment le directeur des Amis de la terre Nigeria, lors de la XIV^e rencontre de la société civile africaine autour de la *Vision africaine des mines*: « Nous sommes arrivés à une situation où nous avons une surexploitation dans le Sud en général et en correspondance une surconsommation dans le Nord¹. »

Le boom minier participe de la reconfiguration de la mondialisation en cours avec la montée en puissance des pays du Sud. Les rapports Nord-Sud, loin d'avoir disparu, se sont compliqués, dédoublés, en fonction des récents bouleversements géopolitiques. C'est également sous cet angle qu'il faut comprendre les manifestations contre le projet minier de Rosia Montana en Roumanie. Elles mettent au jour les métamorphoses d'une division internationale du travail, qui ont beau brouiller les frontières Nord-Sud, mais n'en demeurent pas moins foncièrement inégalitaires.

1 www.minesandcommunities.org/article.php?a=12436.

DU PÉROU À LA ROUMANIE

La proximité géographique et institutionnelle — la Roumanie fait partie de l'Union européenne — du cas de Rosia Montana vient déranger cette division des tâches et cette organisation mondiale des places. Ou, plus exactement, elle met en lumière la reproduction de rapports asymétriques à l'échelle d'un continent, d'un même pays. La mise en parallèle de cette situation avec d'autres cas dans le Sud permet d'interroger la logique de l'exploitation minière.

Le dimanche 15 septembre 2013, vingt-mille personnes manifestaient dans Bucarest et des milliers d'autres dans les différentes villes du pays. C'était le troisième dimanche de protestation massive contre le projet de Rosia Montana Gold Corporation (compagnie publique-privée, dont la société canadienne Gabriel Resources est l'actionnaire majoritaire) de mettre en œuvre la plus grande mine d'or d'Europe. Les mobilisations ont porté leurs fruits puisque le gouvernement roumain a fait marche arrière en refusant — pour l'instant — de donner son feu vert au projet. Le cas roumain illustre les rapports de force, l'hégémonie « développementaliste », les enjeux économiques et environnementaux de ce type d'exploitation.

Sans en avoir conscience, les manifestants roumains faisaient écho aux manifestations péruviennes — la Marche nationale pour l'eau —, qui, un an plus tôt, au début février 2012, ont réussi à suspendre momentanément le projet Conga, l'expansion de la plus grande mine d'or d'Amérique latine. Non seulement, la multinationale Newmont, principale actionnaire de Conga, est également actionnaire de Gabriel Resources, mais, d'un point de vue plus structurel, l'architecture des débats et des forces en jeu autour de Conga est similaire à ce qui se passe en Roumanie.

D'une part, une coalition de forces qui regroupe la multinationale, l'État et les médias² promouvant l'exploitation minière au nom de l'intérêt national, de l'emploi, des recettes financières et du développement. L'énormité des sommes — à investir (4,8 milliards de dollars pour Conga) ou promises (2,3 milliards de dollars pour le gouvernement roumain) — est mobilisée comme des arguments définitifs, devant faire taire toute critique, toute opposition. D'ailleurs, les autorités roumaines et péruviennes usent des mêmes arguments, parlant d'« obligation » ; leur pays, dans un contexte de crise et devant une telle opportunité, ne peut simplement pas se permettre de dire « non ». D'autre part, des forces sociales s'opposent à de tels projets en remettant en cause le double fétichisme de la croissance et du développement.

2 « En 2011, au classement national des dépenses publicitaires dans les médias, RMGC était numéro trois, juste derrière Orange et Vodafone, très actifs dans ce pays. » <http://tempsreel.nouvelobs.com/economie/20130903.0BS5261/roumanie-l-or-de-la-discorde.html>.

UN DOUBLE ANTAGONISME

Il faut prendre la mesure de cette opposition. La double erreur serait de la caricaturer en la ramenant à un conflit entre économistes et environnementalistes et de passer à côté du socle commun, qui semble faire largement consensus, et redessine les lignes de force. Ainsi, l'antagonisme croise la question du contrôle et de la gestion, et celle du principe même de la viabilité d'une telle exploitation.

La première question suppose un dénominateur commun, tout en recouvrant une divergence sur les rapports entre acteurs privés, marché et État. L'exploitation des ressources minières constitue une opportunité dont il faut tirer parti pour assurer le développement. Le désaccord est dès lors circonscrit aux mécanismes à mettre en œuvre pour maximiser les bénéfices d'une telle exploitation et gérer au mieux les impacts négatifs (pollution, tensions sociales...) qui lui sont inhérents. Le retour de l'État est au centre de la controverse.

Quel doit être le rôle de l'État? Pour la *Vision africaine des mines* (2009) « l'heure n'est plus au rejet des interventions actives de l'État pour formuler une politique industrielle et favoriser l'industrialisation ». Et d'en appeler à une action volontariste et audacieuse des gouvernements dans le cadre d'« États démocratiques développementalistes ». Au contraire, pour la Commission européenne, marché et développement vont de pair et le premier est le moteur du second. Ce sont donc les entraves et distorsions au marché qui empêcheraient les populations de tirer parti de l'exploitation minière. La compatibilité entre ces deux prises de position pose évidemment problème. Selon l'Observatoire des ressources du sud de l'Afrique (SARW), « il est difficile de concilier les intérêts de deux partenaires très inégaux faisant face à deux défis économiques très différents. L'Afrique veut lutter contre la pauvreté et accélérer le développement, alors que l'UE se bat pour prévenir le déclin économique et maintenir sa part sur le marché mondial » (Kabemba, 2012).

Reste que cette division tranchée — entre État développementaliste et néolibéralisme pour simplifier — ne recouvre qu'une partie du débat car le retour de l'État tend à prendre une forme particulière où l'État, loin de s'opposer au marché, cherche à assurer son bon fonctionnement, en jouant un rôle plus actif pour promouvoir l'exploitation minière. Elle est alors définie d'intérêt stratégique ou national, comme au Pérou, ou bénéficie, comme a tenté de l'imposer le gouvernement roumain, d'une « loi exceptionnelle » pour faciliter et accélérer sa mise en œuvre. En contrepoint, l'État intervient également plus activement en aval, à travers une plus grande gestion des effets négatifs et une meilleure redistribution sociale.

Cependant, cette opposition autour du rôle de l'État est bousculée par une autre ligne de front plus radicale, qui va jusqu'à remettre en cause ce socle commun, qui fait de la croissance l'objectif et de l'extraction minière le moyen. Ce ne sont plus seulement les moyens, les conditions, la manière d'organiser et de gérer l'exploitation minière qui sont discutés, mais sa logique elle-même et sa viabilité.

Le 23 septembre 2013, à propos du conflit autour de Rosia Montana, l'AFP publiait un communiqué au titre évocateur : « Une rivière peut faire capoter un projet de mine d'or canadien ». La disproportion n'est cependant pas du côté où l'on ne cesse de la montrer du doigt. Pour extraire 300 tonnes d'or et 1 600 tonnes d'argent annuellement pendant les seize ou dix-sept ans d'exploitation, la mine utilisera environ 12 000 tonnes de cyanure par an, soit douze fois plus que la quantité de cyanure utilisée dans l'ensemble de l'Union européenne pour l'exploitation minière ! Elle produira en outre 13 millions de tonnes de déchets miniers annuellement³. Par ailleurs, au regard d'investissements phénoménaux et d'impacts environnementaux énormes, la mine ne promet pendant sa durée d'exploitation que 900 emplois⁴...

D'un côté donc, des milliards promis, sans savoir exactement ni pour qui ni pour quoi faire. De l'autre, des conséquences environnementales démesurées. Les partisans de la mine minimisent ces conséquences, en estimant qu'elles pourront être sinon réparées du moins gérées sous la forme d'un cout économique à payer — à déduire des bénéfices. Ceux qui s'opposent à Rosia Montana refusent l'idée même de cette conversion monétaire — combien ça coûte une montagne, des lacs, un environnement sain... ? — et contestent la viabilité à moyen terme d'une telle exploitation. Ils sont d'autant moins convaincus par les promesses de respect de l'environnement et les visions optimistes de l'écologie que l'industrie minière est une activité extrêmement polluante et que la Roumanie a déjà connu une catastrophe écologique due au cyanure en janvier 2000⁵. Ce qui est en jeu, c'est la question même du développement.

LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU PARADIGME

L'expansion de l'exploitation minière est intimement liée à une logique de croissance et de développement. Or notre modèle de développement est incapable de prendre en compte le caractère non renouvelable de plusieurs ressources naturelles, la rareté de certains métaux et les limites de l'écosystème. Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), si la demande mondiale continue à augmenter au même rythme qu'actuellement, l'extraction annuelle mondiale de ressources devrait plus que tripler en 2050 par rapport à 2000 (PNUE, 2011). Notre planète en a-t-elle les moyens ?

Les conflits autour de l'exploitation minière qui se développent au Pérou comme en Roumanie et un peu partout dans le Sud renvoient à des équations et combinaisons opposées. D'une part est remise en cause l'équation toujours dominante qui lie la croissance au bien-être, en passant par le développement.

3 Voir <http://regard.ro/un-simple-chiffre/> et www.theguardian.com/environment/2013/sep/17/romanians-mobilise-gold-mine.

4 Cela tient à ce que l'exploitation minière nécessite un apport en capitaux considérable, mais relativement peu de main-d'œuvre.

5 Voir www.aria.developpement-durable.gouv.fr/ressources/fd_17265_baia_mare_jfm_fr.pdf.

D'autre part, la consommation au Nord est reconnectée à l'exploitation au Sud au sein d'une même combinaison et comme les deux faces d'un même problème.

Loin de se réduire à d'archaïques rêveurs ou à quelques « bobos », les opposants à l'exploitation minière dans le Sud recouvrent une grande hétérogénéité sociale. Ils ne sont pas « anti-mines », mais entendent discuter et mettre en avant à quelles conditions, la mine est ou non bénéfique (à court, moyen et long termes) au peuple et au pays — et décider en fonction. Ils cherchent des alternatives, s'organisent, proposent des pistes de transition et des concepts clés (*droits de la nature, bien-vivre...*), qui s'ordonnent au sein d'un nouveau modèle postdéveloppement. Leur imagination politique doit être confrontée à l'étroitesse de vue de gouvernements au service sinon du marché, du mythe d'une croissance sans fin et d'une nature indéfiniment réparable.

L'exploitation minière ne disparaîtrait donc pas entièrement si ce paradigme réussissait à s'imposer, mais elle serait conditionnée et déterminée en fonction d'autres données, aujourd'hui occultées, au sein d'un autre mode de calcul des « couts-bénéfices ». Mais pour s'imposer, un tel paradigme doit faire en sorte que la démocratisation de la consommation, les conflits sociaux-environnementaux et les luttes de travail ne constituent plus autant de combats concurrentiels, voire opposés, séparés — entre le Nord et le Sud, et au Nord comme au Sud —, mais des combinaisons de luttes au sein d'actions convergentes de diverses forces sociales. ■

Bibliographie

Cepal (2012), *China y América Latina y el Caribe : hacia una relación económica y comercial estratégica*, www.cepal.org/publicaciones/xml/9/46259/China_America_Latina_relacion_economica_comercial.pdf.

Kabemba C. (2012), « Alternatives on Resource. Trade and Access to Information in Africa, Dublin », www2.weed-online.org.

PNUD (2013), *Rapport sur le développement humain. L'essor du Sud : le progrès humain dans un monde diversifié*, http://hdr.undp.org/en/media/HDR_2013_FR.pdf.

PNUE (2011), *Vers une économie verte. Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté*, www.unep.org.

Vision africaine des mines (2009), *Les ressources minérales et le développement de l'Afrique*, Rapport du groupe d'études international sur les régimes miniers de l'Afrique, www.africaminingvision.org.

USGS (2008), *The Global Flows of Metals and Minerals*. Open-file report 2008-1355, Virginie, <http://pubs.usgs.gov/of/2008/1355/pdf/ofr2008-1355.pdf>.